

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 05/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENVIE 2E MIDI PYRENEES

19/21 avenue du Bois Vert
31120 Portet-sur-Garonne

Références : 2023-848
Code AIOT : 0006808138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement ENVIE 2E MIDI PYRENEES, implanté 19/21 avenue du Bois Vert 31120 Portet-sur-Garonne. L'inspection a été annoncée le 31/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E MIDI PYRENEES
- 19/21 avenue du Bois Vert 31120 Portet-sur-Garonne
- Code AIOT : 0006808138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Envie 2E Midi-Pyrénées exploite à Portet-sur-Garonne, au 19-21 avenue du Bois Vert, une installation de regroupement et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) soumise à autorisation environnementale. Cette installation a été initialement déclarée en 2009. Par la suite, deux modifications substantielles, correspondant à deux augmentations successives de la capacité d'entreposage et de traitement des DEEE, ont été autorisées par arrêté préfectoral (AP) du 13/05/2013 puis en dernier lieu par AP du 22/05/2017.

Le site est plus récemment réglementé par l'arrêté du 14/11/2022 qui encadre la reconstruction du bâtiment PAM (petit appareils électroménagers en mélange) détruit à la suite d'un incendie survenu sur le site le 14/11/2020, et le réexamen des prescriptions de l'autorisation préfectorale suite aux nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives aux installations de traitement de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets (TrackDéchets)
- récolement des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/11/2022 et en particulier :
 - modalités de stockage des déchets (en attente et après traitement)
 - autosurveillance des rejets atmosphériques
 - prévention du risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
4	Modalités de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 7.2.2
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2.2.3
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 6.3.2

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Modalités de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 5, e)
3	Modalités de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 7.2.1
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 9.2.3
7	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.6.2
8	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.6.2
9	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.2.1
10	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.4.1.V

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite est la première effectuée depuis la reconstruction du bâtiment PAM détruit lors de l'incendie survenu le 14/11/2020. Les principales prescriptions relatives à la prévention et à la lutte contre l'incendie ont été particulièrement examinées dans le cadre du récolement de l'arrêté complémentaire du 14/11/2022.

Il ressort de cette visite que les nouvelles modalités de stockage des déchets sont respectées et que l'ensemble des dispositifs de prévention et de lutte contre l'incendie ont bien été mis en place conformément aux engagements de l'exploitant.

Cette visite a également été l'occasion de vérifier la conformité des rejets atmosphériques aux nouvelles valeurs limites d'émission fixées dans le cadre de l'application des meilleures techniques disponibles.

Toutefois, il a été relevé à l'issue de la visite 4 faits susceptibles de suite relatifs à :

- la traçabilité des déchets :

- absence de dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets gérés pour le compte de l'éco-organisme ECOSYSTEM,
- absence d'identification des broyats de plastiques comme contenant des polluants organiques persistants (retardateurs de flamme bromés),

- la présence de DEEE contenant ou susceptibles de contenir des polychlorobiphényles (PCB) en quantité supérieure à la quantité fixée dans l'arrêté,

- la vitesse d'éjection des fumées au niveau du conduit n° 2 (atelier de démantèlement des écrans plats) trop faible,

- l'absence d'actions correctives suite à la vérification des installations électriques faisant état de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Plusieurs bordereaux de suivi de déchets ont pu être présentés. L'exploitant a recours à l'outil TrackDéchets de gestion dématérialisée des BSD, aussi bien pour les déchets entrants que sortants pour ceux gérés pour le compte de l'éco-organisme ECOLOGIC. Par contre, seuls les déchets sortants sont tracés dans TrackDéchets pour ceux traités pour le compte de l' éco-organisme ECOSYSTEM , ce dernier ayant fait part de difficultés dans le déploiement de l'outil à l'échelle nationale (information transmise au Ministère). La traçabilité des déchets entrants continue d'être assurée par des BSD « papier ». Ainsi, les BSD ne sont pas tous dématérialisés. Après examen de quelques BSD, il ressort que ceux-ci sont correctement remplis à l'exception de ceux concernant les évacuations des plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés . En effet, si ceux-ci sont bien identifiés comme des déchets dangereux (et donc envoyés vers les filières d'élimination avec des BSD TrackDéchets), ils ne sont pas identifiés comme des déchets contenant des polluants organiques persistants (POP) . À noter que depuis la reconstruction du bâtiment PAM et la mise en place de la nouvelle chaîne de traitement, la séparation des plastiques bromés et non bromés n'est plus effectuée sur le site. Tous les broyats de plastique partent donc avec un code « déchet dangereux » et doivent donc être identifiés et tracés comme des déchets POP.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modalités de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 5, e)

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des DEEE en attente de traitement

Prescription contrôlée :

e) Les DEEE réceptionnés sur le site et en attente de démantèlement sont entreposés dans les conditions suivantes :

Emplacement	Type de DEEE	Volume de stockage maximal et modalités de stockage	Hauteur maximale	N° Plan cf Annexe III
Zone de regroupement des DEEE (bâtiment central)	Panneaux photovoltaïques	100 m³ stockés au sol	1.5 m	E1
	Ecran/PAM	200 m³ stockés en caisses de 1 m³	4 m	B
Démantèlement des écrans (bât. Est)	Écrans cathodiques et écrans plats	800 m³ stockés en caisses de 1 m³, sur une surface de 33 m sur 6 m, sur 4 hauteurs maximum, 4 ^e hauteur en quinconce par rapport à la 3 ^e	4 m	B
Chapiteau extérieur de 15 m sur 15 m	Écrans cathodiques et écrans plats	280 m³ en caisses de 1 m³ sur 2 hauteurs maximum.	2 m	B
Cellules de réception des PAM (bât. Ouest)	PAM	Cellule 1 : 1200 m³ en vrac	4 m	C1
		Cellule 2 : 950 m³ en caisses de 1 m³	4 m	C2
Capacité totale d'entreposage de DEEE en attente de démantèlement : 3 530 m³				

Un repère visuel de la hauteur maximale de stockage (4 m) est mis en place le long des murs intérieurs des zones de réception.

La surface affectée au stockage des écrans située sous le bâtiment Est et central est matérialisée au sol.

Constats :

Les stockages des écrans sous le chapiteau, ceux à l'intérieur du bâtiment, ainsi que le stockage des PAM en attente de traitement (alvéoles de stockage) ont été visualisés. Il a pu être constaté que les hauteurs et les volumes de stockage sont respectés, les emplacements des différentes zones de stockage sont bien délimitées et les repères délimitant la hauteur maximale autorisée au sein des alvéoles de réception du PAM en vrac bien visibles.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modalités de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des DEEE et de leurs composants
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état, à minima journalier, indiquant la nature et les quantités présentes au sein des installations des DEEE et des déchets et composants issus du démantèlement, du traitement des DEEE et des zones de tri/transit/regroupement des panneaux photovoltaïques. Cet état est annexé un plan général des zones d'entreposage et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]

Un repère visuel de la hauteur maximale de stockage (4 m) est mis en place le long des murs intérieurs des 5 alvéoles de stockage des fractions plastiques. Les stockages extérieurs sont couverts afin d'éviter le ruissellement des eaux pluviales sur les déchets.
Constats : De même que pour les stockages de DEEE en attente de traitement, il a pu être constaté que les modalités de stockage des fractions triées issues du démantèlement et du broyage, définies dans l'arrêté, sont respectées, notamment les emplacements, les volumes et les hauteurs de stockage. Pour ce qui est de l'état des stocks, l'exploitant a présenté son logiciel de suivi, qui nécessite qu'une extraction des données soit faite pour connaître les quantités présentes de DEEE (écrans, écrans plats et PAM) et fractions triées au sein des différentes zones de stockage. Une mise à jour de cette extraction est réalisée mensuellement par un inventaire physique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Modalités de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des DEEE susceptibles de contenir des polychlorobiphényles (PCB)
Prescription contrôlée : Les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et les autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés et entreposés dans des bacs résistants, étanches spécialement affectés et identifiés. Les déchets susceptibles de contenir des PCB sont stockés dans des lieux couverts. Les conditions d'entreposage de ces déchets garantissent : - l'absence totale de pollution par lessivage, accident ou toute autre cause que ce soit ; - l'absence de matière inflammable et de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie à proximité de ces déchets ; - que des moyens appropriés de prévention et de protection incendie sont présents au sein de la zone d'entreposage. Les bacs d'entreposage portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de dangers appropriés, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux. Il est interdit de mélanger des déchets susceptibles de contenir des PCB à d'autres déchets. L'élimination des déchets susceptibles de contenir des PCB est réalisée dans des installations de traitement ou de décontamination dûment autorisées au titre des installations classées. La durée de stockage des déchets susceptibles de contenir des PCB est réduite au minimum, sans excéder 90 jours. La quantité maximale présente sur le site de déchets susceptibles de contenir des PCB est inférieure à 4 tonnes et telle que la quantité maximale de fluide contenant des PCB est inférieure à 1,3 tonne. En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie) concernant un déchet susceptible de contenir des PCB, l'exploitant informera, sans délai, l'inspection des installations classées et indiquera les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.
Constats : Les condensateurs et les radiateurs à bain d'huile contenant ou susceptibles de contenir des PCB sont stockés dans des palettes box entreposées sur rack au niveau de l'alvéole de stockage C3 du

bâtiment PAM. Le bâtiment est couvert, les contenants sont correctement identifiés et des extincteurs sont présents au sein de la cellule. Aucun autre produit ou déchet inflammable ou combustible n'est présent au sein de la cellule. Le jour de la visite, il est comptabilisé 10 palettes box , laissant présumer le dépassement de la quantité maximale autorisée de 4 tonnes . L'exploitant n'a pas pu justifier du respect de la quantité maximale autorisée . L'exploitant signale des difficultés d'évacuation vers les filières d'élimination.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets atmosphériques – Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 9.2.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets des conduits n°1, 2 et 3 mentionnés à l'article 2.2.2. et selon les fréquences suivantes :		
	Fréquence des analyses	
	Conduit n°1	Conduits n°2 et n°3
Mercure et composés	-	Trimestrielle
Poussières totales	Semestrielle	-
COVT	Semestrielle	-
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	Annuelle	-
Retardateurs de flamme bromés	Annuelle	-
PCB de type dioxine	Annuelle	-
PCDD/F	Annuelle	-
Les prélèvements et les analyses sont réalisés par un organisme agréé par le ministère de l'environnement.		
Constats : Le conduit n° 1 correspond aux rejets atmosphériques de la ligne de traitement des PAM (crible, convoyeur, broyeur, tambour magnétique), et les conduits n° 2 et n° 3 aux rejets de la chaîne de démantèlement des écrans plats (retrait des lampes à mercure). Les prélèvements et les analyses des rejets atmosphériques sont réalisés par un organisme agréé. Les derniers rapports d'analyses correspondants (au titre de l'année 2023) ont été présentés. Il a pu être vérifié que les teneurs en mercure des rejets des conduits n° 2 et n° 3 sont bien mesurées à une fréquence trimestrielle (01/03 - 17/04 - 11/07 et 31/10). Les poussières totales et les COV font l'objet d'analyses semestrielles et les autres paramètres sont analysés à une fréquence annuelle.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 6 : Rejets atmosphériques – Valeurs limites d'émission (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2.2.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (VLE) des rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).		
	Poussières totales	Hg et composés (particulaires et gazeux)
Conduits n°1	5 mg/Nm ³	-
Conduits n°2 et n°3	-	5 µg/Nm ³
Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et d'au moins une demi-heure. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.		
Constats : Les rapports présentés montrent que les VLE sont respectées, notamment celles en mercure et poussières totales dont les seuils ont été abaissés dans le cadre de l'application des meilleures techniques disponibles (MTD) dans les installations de traitement de déchets. Les prélèvements sont effectués sur une période d'1h ou 1h30 pour le mercure et les poussières selon les campagnes de mesures, d'1/2h répété 3 fois pour les COV, et de 6h pour les dioxines. Les derniers rapports relèvent toutefois que la vitesse d'éjection sur le conduit n° 2 (atelier de démantèlement des écrans) est inférieure à la vitesse minimale fixée . L'exploitant indique que des travaux ont été effectués et que leur efficacité sera vérifiée lors de la réception des résultats des dernières mesures réalisées le 31 octobre dernier.		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 7 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, articles 6.6.2 et 6.6.3	
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des moyens d'intervention	
Prescription contrôlée : <u>Article 6.6.2</u> Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en permanence. L'exploitant définit les conditions de maintenance et d'essais périodiques de ces matériels. Une vérification a minima annuelle est réalisée. [...] <u>Article 6.6.3</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - 4 postes incendie additivés [...] ; - les 2 alvéoles de stockages de plastiques en sortie de la chaîne de traitement de PAM sont équipés d'un système d'extinction automatique par mousse (bas foisonnement) asservi à la	

<p>détection flamme. Une commande manuelle d'extinction est également présente au niveau du local technique du système d'extinction (à l'arrière des alvéoles du bâtiment central) ;</p> <p>Ces systèmes d'extinction sont alimentés par une réserve d'eau incendie de 221 m³ placée le long de la façade sud du bâtiment central ;</p> <p>- d'un container métallique, d'au moins 2 m³, disponible à proximité de la zone de stockage des piles et batteries afin de permettre une immersion des batteries en surchauffe ou en feu.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a pu être constaté la présence de RIA et d'extincteurs, repérés, accessibles et en bon état apparent. Les commandes de désenfumage, situées à proximité des issues, sont également repérées et facilement accessibles repérés.</p> <p>Les postes incendie (avec les réserves d'émulseur) ont été visualisés ainsi que les enregistrements des essais de démarrage hebdomadaires.</p> <p>Les différents bâtiments et zones de stockage sont tous équipés de systèmes de détection incendie, y compris le rack de stockage extérieur contenant les fûts de piles et batteries (système de détection par caméras infrarouges). Un container d'eau est présent à proximité du rack.</p> <p>Ces différents moyens de prévention et de lutte contre l'incendie font l'objet de vérifications périodiques annuelles (semestrielles pour la détection incendie).</p> <p>Les derniers rapports de vérification ont été présentés et ne mentionnent aucun dysfonctionnement particulier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Prévention du risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant procède à un exercice incendie dans les 6 mois suivants la mise en service du bâtiment des PAM avec déploiement des matériels et leur mise en eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a organisé un exercice d'évacuation de son personnel le 05/06/2023 en inopiné. Le compte-rendu de l'exercice présenté identifie plusieurs points d'amélioration.</p> <p>Un exercice est programmé avec les services de secours le 13/12/2023 au cours duquel il est prévu le déploiement et la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Observation :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le compte-rendu de cet exercice une fois qu'il aura été réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des bâtiments
Prescription contrôlée : [...] Les justificatifs attestant des propriétés de comportement au feu sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose de l'ensemble des justificatifs dans son DOE (Dossier des ouvrages exécutés), celui-ci a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 6.4.1.V
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le dispositif de confinement est constitué d'une cuve enterrée sous le bâtiment Ouest de 440 m ³ complétée d'une cuve enterrée de 100 m ³ située en bordure nord du site. Le volume disponible pour le confinement sur le site des eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie, y compris les eaux d'extinction, est au minimum de 540 m ³ . [...]
Constats : La cuve enterrée de 100 m ³ est existante. Le volume de rétention complémentaire de 440 m ³ prescrit par l'arrêté a été mis en place lors de la reconstruction du bâtiment PAM par la construction d'une fosse maçonnée de 450 m ³ sous le bâtiment. Les photos des travaux réalisés pendant la construction attestent de sa présence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée conformément au code du travail, au minimum une fois par an, ou suite à modification, par une personne compétente, qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Les comptes-rendus de vérification Q18 des installations électriques ont été présentés.

- Pour le bâtiment PAM (EASO), la dernière vérification du 19/04/2023, relève plusieurs écarts (non récurrents) dont 3 susceptibles de générer un risque d'incendie. L'exploitant indique que les actions correctives nécessaires sont en cours et prises en charge par un prestataire extérieur.

S'agissant d'écarts susceptibles de générer un risque incendie, l'inspection demande à l'exploitant à ce que ces écarts soient levés au plus vite et les justificatifs transmis.

- Pour le bâtiment « Ecrans » (ENVIE 2E), la dernière vérification du 24/03/2023, relève un écart présentant un risque incendie (présence de poussières dans les armoires électriques). Pour y remédier, l'exploitant a mis en place une consigne de nettoyage mensuel des armoires électriques. Le document d'enregistrement correspondant, dûment complété, a été présenté et n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.

Les comptes-rendus de vérification par thermographie IR (Q19) ont également été présentés.

- Pour le bâtiment PAM, la dernière vérification du 16/03/2023 ne signale aucune anomalie.

- Pour le bâtiment ENVIE 2E, la dernière vérification du 15/12/2022 relève une anomalie (de niveau 2) qui a été levée 06/02/2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet